



LE DÉPARTEMENT

Le Département de la Drôme
Déplacements – Zone Sud

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE TRAVAUX

RD128 - Effacement obstacles latéraux Saint Gervais Sur Roubion et Charols

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

20249027

Date limite de remise des plis

23/05/2024 à 11:00

Il est rappelé que les candidats ne sont pas obligés de signer leurs offres au moment de leur dépôt (la signature électronique n'est exigée que pour le prestataire retenu).

OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Le Département de la Drôme

Déplacements – Zone Sud

Représentant : Marie-Pierre Mouton Présidente du Conseil départemental

Adresse : Département de la Drôme

26 avenue du Président Herriot

26000 Valence

Téléphone : 04.75.79.26.26

Site internet : <https://www.ladrome.fr/>











■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **RD128 - Effacement obstacles latéraux Saint Gervais Sur Roubion et Charols**

Travaux sur la section comprise du PR 11+946 au PR 16+267

Code CPV	Libellé CPV
45112500-0	Travaux de terrassement
45233225-2	Travaux de construction de routes à chaussée unique

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	RD128 - Effacement obstacles latéraux Saint Gervais Sur Roubion et Charols
 Acheteur	Le Département de la Drôme
 Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
 Structure	2 lots
 Lieu d'exécution	Communes de Saint Gervais sur Roubion, La Bégude de Mazenc et Charols
 Délai Global	12 mois à compter de l'OS de démarrage de la période de préparation
	Lot 1 8 mois
	Lot 2 3 mois
 Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale
 Pénalités de retard	$P = V \times R / 3000$
 Variation des prix	Révisibles (formule) : $0,15 + 0,85 \times (I_m/I_o)$
 Nature des prix	Prix mixtes (unitaires et forfaitaires)

■ Allotissement :

La consultation est décomposée en 2 lots :








Objet
Lot n°1 : Terrassement et Réseaux (CPV 45112500-0 : Travaux de terrassement)
Lot n°2 : Chaussée (CPV 45233120-6 : Travaux de construction de routes - 45233220-7 : Travaux de revêtement de routes)

1. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Déroulé de la procédure et planning indicatif :

	Publication de la consultation	avril 2024
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	avril /mai 2024
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	Mai 2024
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	Mai 2024
	Classement des offres et attribution du contrat	Juin/juillet2024
	Information des candidats non retenus	Juin / juillet 2024
	Signature et notification du contrat	juillet 2024

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marcel26.fr>.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- **RC et ses annexes** (Règlement de la consultation et ses annexes)
- **AE par lot et ses annexes** (Acte d'engagement par lot et ses annexes)
- **CCAP** (Cahier des clauses administratives particulières)
- **CCTP et ses annexes** (Cahier des clauses techniques particulières et ses annexes)
- **Déclaration de travaux (DT)** (Déclaration de travaux (DT))
- **DE par lot** (Détail estimatif par lot)
- **PGCSPS** (Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé)
- **Plans**

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

Le candidat ne peut répondre en tant que candidat individuel s'il est cotraitant d'un autre groupement. De même, il ne peut présenter d'offre en tant que cotraitant dans plusieurs groupements.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Visite des lieux :

Les visites sur site sont libres et non obligatoires.

Toutefois, il est conseillé aux candidats d'effectuer une visite préalable du site avant la remise de leur offre, afin de mesurer notamment :

- Les conditions d'accès et les contraintes techniques et environnementales ;
- La nature et l'importance des travaux, ainsi que les sujétions et difficultés que comporte leur exécution ;
- Les possibilités de zones de stockage et de mise en place des installations de chantier ;
- Les contraintes d'exploitation des voiries pendant les travaux ;
- Les ouvrages et réseaux existants.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

2. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Variantes :

Les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées dans les conditions suivantes :

Lot	Variante autorisée	Informations complémentaires Alternative à la solution de base (se reporter à l'article I.5 du CCTP)
1	Sur la classe de portance de la plate-forme	Le candidat est autorisé à présenter, selon les stipulations ci-après du présent règlement de la consultation, une variante technique avec une classe de portance de la plateforme de la section courante identique à celle de la solution de base, soit PF2 (50 Mpa). Il pourra proposer : <ul style="list-style-type: none">• De modifier les épaisseurs de la couche de forme ;• De modifier les caractéristiques de la couche de forme ;• D'autres techniques de réalisation de la couche de forme (traitement en place).
2	Sur les structures de chaussée	En fonction de la portance de la plateforme soit 50 Mpa, le candidat pourra modifier les épaisseurs de chaussée retenues à la solution de base. Il pourra également proposer d'autres formulations d'enrobés que celles proposées en solution de base.

Lot	Variante autorisée	Informations complémentaires Alternative à la solution de base (se reporter à l'article I.5 du CCTP)
		Le respect de la ligne rouge (matérialisé par les cotes surface chaussée du profil en long projet réalisé par le Maître d'œuvre) est un impératif.

La réponse à la solution de base est facultative. Le candidat peut remettre sa proposition uniquement pour la variante autorisée.

Chaque variante alternative doit faire l'objet d'une annexe à l'acte d'engagement ou d'un acte d'engagement distinct. Les candidats doivent détailler la spécification et les répercussions financières de chaque variante présentée.

■ Modalités de remise des offres :

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marcel26.fr>.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Hôtel du Département
Service Achats - 1^e étage - Bureau 108
26 rue du Président E. Herriot
26026 Valence

Contact : Marcel26 ou Direction achats, juridique et affaires générales / Service Achats

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue sera examinée.

Rappels généraux :

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature manuscrite ou électronique (voir annexe au RC « Dématérialisation »).

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Pour toute précision il convient de se reporter à la documentation suivante :

<https://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
DC1 - Lettre de candidature	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
DC2 - Déclaration du candidat	<i>Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>

Document	Descriptif
Capacité technique et professionnelle	
DC4 (sous-traitance) ou autre engagement d'un opérateur économique (sous-traitant envisagé le cas échéant)	<i>Afin de compléter ses compétences et références obligatoires à la candidature, le candidat peut présenter l'engagement d'un opérateur économique soit par une DC4 soit par une lettre d'engagement du sous-traitant envisagé, preuve de ses capacités à l'appui.</i>
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Références FNTP	<i>Profils FNTP suivants ou références équivalentes :</i>
Lot 1	2322 - Travaux de terrassement courants en milieu non urbain
Lot 2	331 - Assises de chaussées 3321 - Enrobés classiques

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf).

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
AE par lot et ses annexes	Acte d'engagement par lot et ses annexes
DE par lot	Détail estimatif par lot (<i>exigé au format tableur avec 2 décimales maxi, possibilité de joindre une copie PDF par sécurité</i>).
Divers	Dossier d'exploitation sous chantier.
Mémoire environnemental	Mémoire environnemental
Mémoire technique	Mémoire technique
Sous-détail des prix	
Lot 1	Tous les prix
Lot 2	Tous les prix

■ Clause d'insertion sociale :

En application de l'article L2112-2 du Code de la commande Publique, la présente consultation


contient une clause d'exécution qui vise la promotion de l'emploi et qui s'adresse aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ou à défaut, à d'autres catégories de personnes éloignées de l'emploi : bénéficiaires de minima sociaux, chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification etc... dont l'éligibilité à ce dispositif aura été validée par le Maître d'Ouvrage ou par son représentant chargé de la mise en œuvre des clauses d'insertion.

3. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (40 points)	Le prix sera comparé avec l'offre la moins-disante selon le Mode de calcul suivant : 40* (prix de l'offre la moins chère/prix de l'offre à étudier)
2. Valeur technique (40 points)	Appréciée au regard du contenu du mémoire technique qui sera noté en fonction des volets définis ci-dessous :
<p>Les candidats doivent présenter leur mémoire technique selon une forme soignée, afin de permettre au pouvoir adjudicateur de réaliser une analyse de qualité. Le candidat est informé que la valeur technique de son offre sera jugée en fonction de la valeur de ce mémoire.</p> <p>Ce document comprendra les volets décrits ci-après et respectera l'ordre des volets et sous-critères détaillés. Les éventuelles annexes doivent être rattachées aux sous-critères concernées.</p> <p>En cas de groupement, le mémoire technique sera commun. Ainsi, pour chaque volet, les réponses apportées par les différents prestataires devront être groupées.</p> <p>Le candidat fournira son mémoire technique sous la forme d'un fichier informatique unique, auquel pourront être rattachés des fichiers supplémentaires pour le cas des annexes contenant les exemples de documents demandés.</p> <p>Tout sous-détail d'un prix forfaitaire ou unitaire demandé donnera le contenu du prix en distinguant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les déboursés ou frais directs • Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA, exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ; • La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents. <p>Les décompositions et sous-détails feront apparaître en outre le "coefficient K" issu du rapport prix de vente sur prix de revient, pour les prestations propres à l'entreprise et pour celles sous traitées.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contractualiser tout ou partie du mémoire technique.</p> <p>Le candidat tiendra compte du nombre de page maximum demandé par volet, dans le cas contraire un point sera retiré à la note du volet. La taille de la police d'écriture de type arial sera minimum de 10. Les illustrations, schéma, photo ne seront pas prises en compte dans le nombre de page décompté.</p>	
Volet 1 : Planning détaillé du chantier (9 pts)	<p>Au moyen d'un planning et éventuellement d'une note explicative complémentaire, le candidat présentera :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les différentes étapes préparatoires au chantier (2 pt) ; ➤ Les délais de commande et d'acheminement des fournitures non courantes (1 pt) ; ➤ L'enchaînement des tâches en tenant compte des contraintes énumérées au CCAP et recensées par le

Critère	Complément
	<p>candidat (4 pts) ;</p> <p>La pertinence et le niveau de détail du planning prévisionnel entreront dans la notation de ce volet (2 pts).</p> <p> Tout planning qui ne respecterait pas le délai contractuel, les contraintes du CCAP, ou qui serait incohérent avec le phasage proposé verrait l'offre classée irrégulière.</p> <p>Ce volet sera traité avec un nombre maximum de 6 pages au format A4 (non compris pages de garde et sommaire). Le planning pourra être traité avec un format de page adapté (maximum A0) et n'entrera pas en compte dans le calcul du nombre de page.</p>
Volet 2 : Phasage et signalisation du chantier en fonction des contraintes du CCAP (12 pts)	<p>Au moyen d'une note, plans et schémas, le candidat présentera :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le phasage détaillé, des travaux, envisagé pour respecter les contraintes de circulation (8 pts) ; ➤ La signalisation mise en place et son évolution en cours de chantier (4 pts). <p>Ce volet sera traité avec un nombre maximum de 20 pages au format A4 (non compris pages de garde et sommaire).</p>
Volet 3 : Moyens humains affectés à la gestion du chantier (6 pts)	<p>Le candidat présentera :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'organigramme fonctionnel du chantier (y compris sous-traitant) (4 pts) ; ➤ Le curriculum vitae de l'équipe d'encadrement du chantier (1 pt) ; ➤ Les moyens d'études et de réalisation des documents d'exécution (1 pt) <p>Ce volet sera traité avec un nombre maximum de 8 pages au format A4 (non compris pages de garde et sommaire).</p>
Volet 4 : Organisation de la qualité spécifique au chantier (8 pts)	<p>Le candidat présentera :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le contrôle interne et les moyens affectés (1 pt) ; ➤ Le contrôle externe et les moyens affectés (1 pt) ; ➤ Le plan de contrôle appliqué (6 pts) avec notamment, par nature de travaux : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les points de contrôle ○ Le type et le niveau de contrôle ○ La méthode de contrôle ○ Le contrôleur ○ La fréquence de contrôle ○ Les résultats attendus et tolérances ○ Les points d'arrêt et la procédure de levée du point d'arrêt <p>Ce volet sera traité avec un nombre maximum de 20 pages au format A4 (non compris pages de garde et sommaire). Tous dossier comportant plus de pages se verra retiré 1 point à la note du volet.</p>
Volet 5 : La provenance des matériaux et produits (5 pts)	<p>Le candidat fournira les fiches produit des matériaux suivants : <u>Pour le lot 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Prix 54, Grave 0/80 pour couche de forme (2 pts)

Critère	Complément
	<ul style="list-style-type: none"> • Prix 14, Géotextile (2 pts) • Prix 53, Terre végétale (1 pt) <p><u>Pour le lot 2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Prix 7, Grave Bitume classe 3 (3 pts) • Prix 8, Bicouche (2 pts) <p>Tout produit qui ne satisferait pas aux conditions fixées par le contrat entrainerait l'irrégularité de l'offre.</p> <p>Ce volet sera traité avec un nombre maximum de 10 pages au format A4 (non compris pages de garde et sommaire).</p>
3. Performances en matière de protection de l'environnement (20 points)	<p>Appréciée au regard du contenu du mémoire technique qui sera noté en fonction des volets définis ci-dessous :</p> <p>Les candidats doivent présenter leur mémoire environnemental selon une forme soignée, afin de permettre au pouvoir adjudicateur de réaliser une analyse de qualité. Le candidat est informé que la performance en matière de protection de l'environnement de son offre sera jugée en fonction de la valeur de ce mémoire.</p> <p>Ce document comprendra les volets décrits ci-après et respectera l'ordre des volets et sous-critères détaillés. Les éventuelles annexes doivent être rattachées aux sous-critères concernées.</p> <p>En cas de groupement, le mémoire technique sera commun. Ainsi, pour chaque volet, les réponses apportées par les différents prestataires devront être groupées.</p> <p>Le candidat fournira son mémoire technique sous la forme d'un fichier informatique unique, auquel pourront être rattachés des fichiers supplémentaires pour le cas des annexes contenant les exemples de documents demandés.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contractualiser tout ou partie du mémoire développement durable.</p>
Volet 1 : Prise en compte du développement durable dans les travaux (10 pts)	<p>La prise en compte du développement durable dans les travaux : gestion des déchets, préconisations d'organisation de chantier vis à vis de la pollution de l'air, de la ressource en eau, écoconduite, mesures pour limiter les rejets polluants</p>
Volet 2 : préservation des ressources naturelles (10 pts)	<p>La préservation des ressources naturelles avec le taux d'utilisation de matériaux recyclés type GRD (graves recyclées de démolition) dans les remblais et dans les couches de forme.</p> <p>Le nombre de points attribué à ce volet sera fonction du taux global d'incorporation de matériaux recyclés recalculé au prorata des quantités globales de matériaux de remblais de couche de forme et d'agrégats recyclés dans les formulations de béton bitumineux.</p> <p>- <u>Pour le lot 1 terrassement</u>, les Matériaux de remblais et de couche de forme : Préservation des ressources naturelles (taux d'incorporation) : Supérieur ou égale à 75% : 10 points. Entre 51 et 74% : 5 points. Entre 26 et 50% : 2 points. Inférieur ou égale à 25% : 0 points.</p> <p>- <u>Pour le lot 2 chaussée</u>, les produits bitumineux : le taux d'incorporation d'agrégats recyclés dans les formulations de</p>

Critère	Complément
	<p>béton bitumineux. Le nombre de point attribué à ce volet sera fonction du taux global d'incorporation de matériaux recyclés. Il sera attribué les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'incorporation = 0 % : 0 point - Taux d'incorporation > 0 % et <= 20 % : 1 point - Taux d'incorporation > 20 % et <= 25 % : 2 points - Taux d'incorporation > 25 % et <= 30 % : 3 points - Taux d'incorporation > 30 % et <= 35 % : 5 points - Taux d'incorporation > 35 % et <= 40 % : 7 points - Taux d'incorporation > 40 % : 10 points

Modalités de calcul des notes :

Les critères sont notés en pourcentage **Sur la pondération.**

Les sous-critères sont notés en points **Sur la pondération.**

La note totale est notée sur **100,00.**

En cas d'égalité de note, après pondération, sera retenue l'offre qui aura obtenu la note la plus élevée du critère le plus important. En cas d'égalité de pondération entre 2 critères, on appliquera un calcul à 3 décimales.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite, fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 offres les mieux classées à l'issue de l'analyse des offres initiales.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres par tout moyen (présentiel, téléphone, courriel...). La négociation devrait se dérouler dans le courant du mois de mai (la date sera confirmée dans la lettre d'invitation à la

négociation). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Attestation assurance décennale	Attestation assurance décennale
Attestation assurance RC	Attestation assurance RC
Attestation Congés Payés Chômage Intempéries BTP	Attestation Congés Payés Chômage Intempéries BTP
Attestation prévoyance PROBTP	Attestation prévoyance PROBTP
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Document d'habilitation (pouvoirs) du mandataire par les autres membres du groupement	Document d'habilitation (pouvoirs) du mandataire par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation (uniquement en cas de groupement)
Justificatif d'immatriculation	Justificatif d'immatriculation
Liste salariés étrangers soumis à autorisation de travail	Liste salariés étrangers soumis à autorisation de travail
Pouvoirs des personnes habilitées à engager la société	Si le signataire n'est pas le représentant légal de la société, le candidat produit les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement.

4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur le profil d'acheteur : <https://marcel26.fr>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ **Voies et délais de recours**

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;

- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, la saisine de la juridiction peut se faire via l'application « Télérecours citoyens » figurant sur le site www.telerecours.fr ou adressés à :

Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
38022 Grenoble
Téléphone : 04 76 42 90 00
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr
Télécopie : 04 76 51 89 44
Site internet : grenoble.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@ladrome.fr. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr) ou par voie postale (CNIL, 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris Cedex)

Réutilisation des données : L'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait que les adresses électroniques et coordonnées renseignées par ceux-ci pourront être utilisées par l'acheteur à des fins de prospection et d'actions de sourcing.

Informations de l'attributaire : Les informations concernant l'attributaire seront traitées dans le cadre de l'exécution du contrat uniquement aux fins spécifiées dans le marché.

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique y compris pour leur sort final.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)